

ASS/GF/II/MG



2025-76

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 19 JUIN 2025

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 22	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 13 juin 2025
----------------------------------------	-------------------------------------	------------------------	---------------------------------------

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-neuf juin à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVES, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Didier JULIAN, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

M. William COMBES, M. Jean-Claude LAVAUD, M. Laurent ROUGÉ, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Marion FORATO

Avaient donné mandat :

M. William COMBES à M. Michel MASUYER, M. Jean-Claude LAVAUD à Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL à M. Daniel LARRIGOLE, Mme Virginie JULIAN à Mme Sabrina FITO, M. Freddy NOLOT à M. Thierry DENARD, M. Rémi PÉNAVAIRE à Mme Béatrice ARNAUD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON et Mme Marion FORATO à M. Bernard FUMET

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sylvie DANRÉ

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 22 MAI 2025

Ordre du jour

Fonctionnement des institutions communales

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 4 avril 2025
2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 15 avril 2025
3. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal
4. Transfert de la compétence GEMAPI sur le fleuve Aude au SMMAR
5. Positionnement de la commune sur le transfert de la compétence « eau » au 1^{er} janvier 2026 à LA CCRLCM
6. Positionnement de la commune sur le transfert de la compétence « ASSAINISSEMENT » au 1^{er} janvier 2026 À LA CCRLCM

Gestion du domaine foncier communal

7. Convention de servitude de passage avec ENEDIS sur la parcelle cadastrée AL 781 – Annexe

Développement et action sociale

8. Approbation de la convention d'adhésion à la plateforme « La CTG dans ma poche » entre la commune et la CAF de l'Aude – Annexe

Éducation, animation et jeunesse

9. Convention ENT-ÉCOLES année scolaire 2025-2026 - Annexe

Finances

10. Annulation des décisions modificatives N° 2 et N° 3 du budget principal 2024
11. Affectation annuelle des véhicules par utilité de service

Ressources humaines

12. Création d'emplois non permanents pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité – exercice 2025

Culture et patrimoine

13. Approbation de frais de déplacement dans le cadre d'un mandat spécial
14. Contrat de prêt de l'exposition de l'Office National des Combattants et des Victimes de Guerre – Annexe
15. Contrat de prêt de l'exposition « Laïcité » de l'Union des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale de l'Aude - Annexe

Gestion des services publics

16. Avenant N° 2 au contrat de délégation de service public - Annexe

Aérodrome

17. Résiliation d'un contrat d'approvisionnement exclusif de produits d'aviation et cession à la commune d'une station AVGAS - Annexe

Environnement et développement durable

18. Convention annuelle de service 2025 entre la commune et l'ASA du Plô et de la Jourre – Annexe

Questions diverses

NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE

DOSSIER N° 1

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 4 AVRIL 2025

Voir le dossier envoyé

DOSSIER N° 2

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025

Voir le dossier envoyé

DOSSIER N° 3

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : LISTE DES DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L. 2122-23, L. 2121-29 et suivants ;

Vu la délibération n° 2020-167 du 24 septembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire ;

Je vous rends compte des décisions suivantes prises conformément à la délégation d'attributions du Conseil municipal en ma faveur :

2025-11	17/04/2025	Convention d'honoraires entre la commune de Léznigan-Corbières et Me Jean-Marc FÉVRIER relative à des conseils et un accompagnement juridique pour la gestion du camping municipal "La Pinède" avant l'établissement du contrat de délégation de service public réalisés aux mois de février à avril 2024 pour un montant de 1 322,50 euros H.T. soit 1 587,00 euros T.T.C.
2025-12	17/04/2025	Exercice du droit de préemption urbain sur la parcelle cadastrée AV 62 sise 63 avenue de l'égalité, d'une superficie de 2 941 m ² afin de permettre à la commune de réaliser un aménagement cohérent et réglementaire, pour un montant de 30 000 euros. L'acte authentique devra être établi dans un délai d'au plus tard quatre mois après la décision de préemption.
2025-13	29/04/2025	Renouvellement de la mise à disposition des locaux de l'ancienne bibliothèque Joseph Euzet au bénéfice de la CCRLCM pour lui permettre d'organiser les activités du conservatoire intercommunal de musique. La mise à disposition est effective du 1er septembre 2025 au 31 juillet 2026 pour un montant mensuel de 1 200,00 euros.

2025-14	24/04/2025	Marché de travaux de réfection de la signalétique horizontale de la piste revêtue, des deux taxiways et du parking de la vigie aérodrome de Lézignan-Corbières (LFMZ) à la sté SIGNAUX GIROD SUD pour un montant de 57 144,00 euros H.T. et d'une durée d'une semaine. Cette entreprise a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.
2025-15	24/04/2025	Convention d'honoraires entre la commune de Lézignan-Corbières et Me Véronique GERMAIN-MOREL relativement d'une part à des conseils et un accompagnement de nature juridique concernant les dispositions réglementaires du P.L.U. pour des stationnements reliés à des constructions existantes, ainsi qu'à la présentation des documents composant le P.L.U. sur le site internet de la commune. Le montant total de ces prestations s'élève à 1 600 euros H.T. soit 1 920 euros T.T.C.
2025-16	29/04/2025	Marché avec la société QUALIGRAF située 32 rue Brancion 75015 PARIS, relatif à la mise en place d'une solution numérique pour la gestion du conseil municipal, celle-ci ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse. Le marché est d'un montant de 6 075,00 € HT (7 290,00 € TTC) pour les prestations de mise en œuvre du logiciel, un montant de 5 400 € HT (6 480,00 € TTC) pour les formations des utilisateurs et un montant annuel de 5 920 € HT (7 104,00 € TTC) pour la première année d'abonnement et les trois années suivantes en cas de reconduction du contrat, à compter de la date de notification.
2025-17	07/05/2025	Convention de prestations de services entre la commune et la société "ICM Services" pour l'utilisation de la solution "Assistance, maintenance, hébergement sur le Libriciel Open Demandes" permettant la gestion des flux de courriers, pour un montant annuel de 1265 euros TTC, renouvelable 3 fois, révisable à chaque échéance selon l'indice SYNTEC au mois d'octobre par le Ministère de l'Economie et des Finances
2025-18	07/05/2025	Marchés publics passés avec : l'entreprise CTL située 6 Impasse Claudius Regaud 11200 LEZIGNAN-CORBIERES pour des travaux de charpente et couverture relatifs à l'aménagement de locaux pour la Police Municipale, pour un montant de 60 674,57 € HT (72 809,48 € TTC) et d'une durée d'1 mois à compter du 06 mars 2025 ; avec l'entreprise EURL FAUSTINO située 19 Boulevard Pasteur 11200 LEZIGNAN-CORBIERES, pour la réhabilitation et la remise aux normes électriques du logement du stade de Gaujac pour un montant de 9 821,79 € HT (11 786,15 € TTC) et d'une durée à définir à compter du 24 mars 2025 ; avec l'entreprise MATCOL située 11 Avenue Maréchal Gallieni 11200 LEZIGNAN-CORBIERES, relatif à l'acquisition d'un lave-vaisselle pour le restaurant scolaire pour un montant de 13 871,00 € HT (16 645,20 € TTC) et d'une durée d'une semaine à compter du 20 mars 2025.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations.

DOSSIER N° 4

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE GÉMAPI SUR LE FLEUVE AUDE AU SMMAR

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-61 ;

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L. 211-7 ;

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2024-135 du 19 décembre 2024 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° DE_20258102 du 9 avril 2025 relative à l'exercice de la compétence GEMAPI sur le fleuve Aude ;

La compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) est une compétence obligatoire, depuis le 1^{er} janvier 2018, des EPCI-FP quelle que soit la nature juridique des cours d'eau (aussi bien les cours d'eau domaniaux que non domaniaux) ;

Cette compétence se décline en 4 missions inscrites à l'article L 211-7 du Code de l'environnement :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- la défense contre les inondations et contre la mer
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

La GEMAPI est une compétence technique pour les EPCI-FP qui recouvre des grandes finalités : la prévention/protection contre les inondations d'une part et la préservation des milieux aquatiques d'autre part. Par le transfert de la compétence GEMAPI mentionné dans les statuts des syndicats de rivières qui s'applique aux seuls cours d'eau non-domaniaux, l'exercice de ladite compétence GEMAPI sur le fleuve Aude dans sa partie domaniale, concernée par le périmètre communautaire, relève de la responsabilité de la CCRLCM.

Autrement dit, la compétence GEMAPI sur le fleuve Aude n'ayant pas été transférée aux syndicats de rivières en raison de sa domanialité publique, est réputée être détenue par la CCRLCM.

L'expertise du SMMAR et la pertinence de son périmètre d'intervention garantissant une cohérence globale des actions, il semble opportun de solliciter l'adhésion à la carte au SMMAR pour la compétence « gestion de la partie domaniale du fleuve Aude » à compter du 1^{er} janvier 2026. Pour rappel, la procédure de transfert de la compétence adoptée par délibération le 29 septembre 2024, n'a pu être appliquée en l'absence de majorité requise au 1^{er} janvier 2025.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'autoriser la CCRLCM à solliciter l'adhésion à la carte pour la compétence optionnelle « gestion de la partie domaniale du fleuve Aude » au SMMAR à compter du 1^{er} janvier 2026

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

3/ De prendre acte du fait que dans un second temps, dès lors que le SMMAR se sera prononcé sur l'adhésion des EPCI-FP, sur l'institution de son fonctionnement à la carte, sur les procédures de transfert et de retrait des compétences optionnelles et sur l'inscription dans ses statuts de la compétence optionnelle « gestion de la partie domaniale du fleuve Aude », la CCRLCM pourra alors transférer, par une nouvelle délibération, cette compétence à la carte au SMMAR, selon la procédure déterminée par les statuts du syndicat.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 5

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : Positionnement de la commune sur le transfert de la compétence « eau » au 1^{er} janvier 2026 À LA CCRLCM

Vu la loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 visant à assouplir la gestion des compétences « eau et assainissement » ;

Vu l'article L. 5214-16 al. 6 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le courrier adressé par le Président de la CCRLCM au Maire de Lézignan-Corbières en date du 4 avril 2025 ;

L'obligation de transfert au 1^{er} janvier 2026 de la compétence « eau » aux communautés de communes prévue par la loi NOTRe du 7 août 2015 fait l'objet d'importantes modifications législatives. En effet, un projet de loi mettant fin à l'obligation de transfert de cette compétence « eau » au 1^{er} janvier 2026

vient d'être adopté par l'assemblée nationale le 13 mars 2025 et par le sénat le 1^{er} avril 2025. La loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau et assainissement » a été adoptée le 11 avril 2025 et promulguée le 12 avril 2025.

Dans ce cadre, il appartient maintenant à chacune des communes de décider si elle souhaite transférer la compétence « eau » à la Communauté de Communes Région Lézignanaise Corbières et Minervois au 1^{er} janvier 2026, ou bien si elle souhaite la conserver.

La CCRLCM demande un positionnement de principe des communes de son territoire impérativement afin d'être en mesure d'organiser ce service.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ De se prononcer sur le transfert de la compétence « eau » à la CCRLCM à partir du 1^{er} janvier 2026

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 6

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : Positionnement de la commune sur le transfert de la compétence « ASSAINISSEMENT » au 1^{er} janvier 2026 À LA CCRLCM

Vu la loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 visant à assouplir la gestion des compétences « eau et assainissement » ;

Vu l'article L. 5214-16 al. 6 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le courrier adressé par le Président de la CCRLCM au Maire de Lézignan-Corbières en date du 4 avril 2025 ;

L'obligation de transfert au 1^{er} janvier 2026 de la compétence « assainissement » aux communautés de communes prévue par la loi NOTRe du 7 août 2015 fait l'objet d'importantes modifications législatives. En effet, un projet de loi mettant fin à l'obligation de transfert de cette compétence « assainissement » au 1^{er} janvier 2026 vient d'être adopté par l'assemblée nationale le 13 mars 2025 et par le sénat le 1^{er} avril 2025. La loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau et assainissement » a été adoptée le 11 avril 2025 et promulguée le 12 avril 2025.

Dans ce cadre, il appartient maintenant à chacune des communes de décider si elle souhaite transférer la compétence « assainissement » à la Communauté de Communes Région Lézignanaise Corbières et Minervois au 1^{er} janvier 2026, ou bien si elle souhaite la conserver.

La CCRLCM demande un positionnement de principe des communes de son territoire impérativement afin d'être en mesure d'organiser ce service.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ De se prononcer sur le transfert de la compétence « assainissement » à la CCRLCM à partir du 1^{er} janvier 2026

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 7

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : GUY VIVES

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE AVEC ÉNÉDIS SUR LA PARCELLE CADASTRÉE AL 781 – ANNEXE

Vu les articles L. 2122-4, L. 2131-1 et L. 2132-2 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article 639 du Code civil ;
Vu les articles R. 323-1 à D. 323-16 du Code de l'énergie ;

Dans le cadre du raccordement du futur cabinet médical intercommunal situé sur le Boulevard Émile Roux à Lézignan-Corbières, ÉNÉDIS a besoin d'obtenir une autorisation de passage sous le chemin d'accès constitué par la parcelle communale cadastrée section AL 781.

ÉNÉDIS projette d'y établir à demeure dans une bande de 1 m de large, une canalisation souterraine ainsi que ses accessoires sur toute la longueur du chemin.

Pour ce faire, il est nécessaire de signer une convention de servitude autorisant ÉNÉDIS à réaliser cette opération. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la convention de servitudes annexée à la présente délibération.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de servitudes annexée à la présente délibération et à prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 8

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : DÉVELOPPEMENT ET ACTION SOCIALE

RAPPORTEURE : CHRISTINE BÉNET

OBJET : APPROBATION DE LA CONVENTION D'ADHÉSION À LA PLATEFORME « LA CTG DANS MA POCHE » ENTRE LA COMMUNE ET LA CAF DE L'AUDE – ANNEXE

Vu la circulaire n° 2020-01 du 16 janvier 2020 de la Direction des politiques familiales et sociales ;

Vu la délibération n° 2021-107 du 21 octobre 2021 relative à la Convention territoriale Globale ;

La Convention Territoriale Globale (CTG) a progressivement remplacé les Contrats enfance jeunesse, et consiste à mettre les ressources de la CAF, financières et d'ingénierie, au service d'un projet de territoire pour délivrer une offre de services complète, innovante et de qualité à l'attention des familles. Cette convention couvre tous les champs d'intervention de la CAF et notamment la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, la parentalité, l'animation de la vie sociale, l'accès aux droits, au logement, la prise en compte des besoins des personnes en situation de handicap.

L'objet du projet de convention ci-annexé est relatif aux modalités d'adhésion de la commune à la plateforme la « CTG dans ma poche » accessible sur le site internet suivant : <https://ctg.caf.fr> ainsi qu'à l'ouverture des accès à cette plateforme pour les agents de la commune concernés par les services de la CAF de l'Aude.

Cette plateforme a été créée par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales afin de faciliter la gestion de la CTG et du Schéma Départemental des Services aux Famille (SDSF), lequel est un document stratégique et de prospective ayant pour objet d'évaluer l'offre et les besoins territoriaux en matière de services aux familles et définir un plan d'action au niveau départemental.

Cette plateforme permet de renforcer la coordination et la transversalité des actions en faveur des familles.

Afin de pouvoir utiliser cette plateforme, la commune doit adhérer aux obligations mentionnées dans le projet de convention annexé à la présente. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver l'adhésion de la commune à la plateforme « La CTG dans ma poche » pour une durée de douze mois à compter de la signature de la convention

2/ D'autoriser M. le Maire à signer la convention d'adhésion à cette plateforme et à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération, notamment à désigner les personnes autorisées à utiliser la plateforme

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 9

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉDUCATION, ANIMATION ET JEUNESSE

RAPPORTEUR : DOMINIQUE JOLIS-PAILHIEZ

OBJET : CONVENTION ENT-ÉCOLES ANNÉE SCOLAIRE 2025-2026 – ANNEXE

Un Espace Numérique de Travail (E.N.T.) désigne un ensemble intégré de services numériques choisis et mis à disposition des acteurs de la communauté éducative d'une ou plusieurs écoles ou d'un ou plusieurs établissements scolaires.

Cet espace a été mis en place en 2021 pour l'enseignement du 1^{er} degré afin d'offrir aux directeurs, enseignants et parents, un accès simple dédié et sécurisé aux outils et contenus dont ils ont besoin. Les usagers bénéficient d'un accès authentifié et de services spécifiques selon leur profils (espaces d'échanges, cahier de textes virtuel, suivi individuel des élèves, conférence audio et visio...).

Le financement de l'ENT-école est assuré par l'académie de Montpellier et une participation municipale de 40 € TTC par école et par an est demandée, soit un montant annuel de 160 € TTC pour les quatre écoles.

Cette application est déjà utilisée par les écoles publiques de Lézignan-Corbières, et depuis la crise sanitaire, le contexte impose à tous de développer l'utilisation pédagogique de nouveaux outils numériques.

L'offre de services développée par l'Éducation Nationale via ENT-école est satisfaisante et peu coûteuse. L'utilisation de cet environnement numérique de travail par le personnel des écoles publiques et les parents d'élèves, nécessite la conclusion d'une convention entre la commune et l'académie de Montpellier,

Il est proposé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la convention de partenariat pour la mise à disposition d'un E.N.T. entre la commune et l'académie de Montpellier pour l'année scolaire 2025-2026 annexée à la présente délibération.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire, à signer la convention relative à ce dossier ainsi que toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer

DOSSIER N° 10

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : ANNULATION DES DÉCISIONS MODIFICATIVES N° 2 et N° 3 DU BUDGET PRINCIPAL 2024

Monsieur le Maire informe l'Assemblée qu'afin de répondre à l'interrogation soulevée par la non prise en compte de certaines décisions budgétaires modificatives et dans un souci de parfaite information, à titre liminaire, il convient de rappeler l'ensemble des faits qui ont conduit à cette situation. Suite à cet exposé, une proposition de délibération directement concertée et en parfaite collaboration avec Monsieur le Chef du Service Comptable du SGC de Narbonne visant à solutionner cette question vous sera soumise.

S'agissant du budget primitif 2024 (principal et annexes eau et assainissement), rappelons qu'il a été adopté par délibération n°2024-052 du 11 avril 2024.

Des modifications budgétaires nous ont conduits à proposer les DM n°1 des budgets annexes eau potable (délibération n°2024-068 du 28 mai 2024) et assainissement (délibération n°2024-069 du 28 mai 2024), ainsi que la DM n°1 du budget principal (délibération n°2024-097 du 10 septembre 2024) et la DM n°2 du budget assainissement (délibération n°2024-098 du 10 septembre 2024).

Ces délibérations ont été transmises et intégrées par le SGC Narbonne.

Par la suite, les DM n°2 (délibération n°2024-119 du 22 octobre 2024) et n°3 (délibération n°2025-08 du 20 janvier 2025) du budget principal, bien que transmises au SGC Narbonne selon la procédure habituelle, n'ont pas été traitées et intégrées aux écritures comptables 2024 en raison d'un dysfonctionnement au niveau du traitement des flux PES.

Ce non-traitement, constaté lors du rapprochement des écritures, a fait l'objet de sollicitations auprès du support technique de notre fournisseur de logiciel CIRIL et d'une assistance informelle auprès d'une autre collectivité, sans résolution.

Après concertation avec les services du SGC Narbonne et le Conseiller aux Décideurs Locaux, une vérification a permis de s'assurer que les engagements et l'exécution budgétaire pouvaient être honorés en l'absence de l'intégration des DM n°2 et n°3.

Notons que la non prise en compte de ces délibérations n'a pas fait obstacle à l'édition du compte de gestion et du compte administratif 2024 du budget principal. Ces documents étaient conformes, identiques et convergents en tous points.

Ainsi, dans une démarche concertée, collaborative et transparente, le Chef du Service Comptable du SGC de Narbonne et les services de la ville vous proposent la délibération suivante.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1612-2, L. 2312-1 et L. 2131-6,

Vu la délibération n° 2024-119 portant décision modificative n° 2 adoptée le 22 octobre 2024 relative au budget primitif de l'exercice 2024,

Vu la délibération n° 2025-08 portant décision modificative n° 3 adoptée le 20 janvier 2025 relative au budget primitif de l'exercice 2024,

Considérant qu'il convient d'annuler ces décisions modificatives en raison d'une absence de nécessité,

Considérant que, malgré plusieurs tentatives et avec le soutien de notre éditeur de logiciel CIRIL, ces délibérations n'ont pas pu être transmises au Service de Gestion Comptable (SGC) de Narbonne,

Considérant que le SGC n'a pas été en mesure de réceptionner ces décisions modificatives par le protocole d'échange standard (PES)

Considérant que, même à titre exceptionnel, une procédure manuelle – avec un envoi de la délibération par simple courriel, pour enregistrement n'a pas été acceptée par le SGC de Narbonne,

Considérant que, ces décisions modificatives techniques ne produisaient aucune conséquence ni sur les résultats cumulés de l'exercice, ni sur les restes à réaliser reportés en dépenses ou en recettes ou sur des autorisations d'engagement.

Considérant que ces décisions modificatives n'ont pas produit d'effets irréversibles et peuvent légalement faire l'objet d'une annulation,

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'annuler la décision modificative n° 2 du 22 octobre 2024 relative au budget primitif de l'exercice 2024.

2/ D'annuler la décision modificative n° 3 du 20 janvier 2025 relative au budget primitif de l'exercice 2024.

3/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération co-élaborée par le SGC de Narbonne et les services municipaux.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 11

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : RESSOURCES

THEME : FINANCES

OBJET : AFFECTATION ANNUELLE DES VÉHICULES PAR UTILITÉ DE SERVICE

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Vu la loi 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 34,

Vu l'article L. 2123-18-1-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés,

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et modalités de règlements des frais occasionnés par les personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à

l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la circulaire DAGEMO/BCG n°97-4 du 5 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,

Vu la circulaire n°200509433 du ministre du Budget du 1^{er} juin 2007 relative aux avantages en nature. Régime social et fiscal applicable et obligations déclaratives correspondantes,

L'article L. 2123-18-1-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que selon des conditions fixées par une délibération annuelle, le Conseil municipal peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la commune lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie. Il est proposé au conseil municipal :

1/ D'approuver le dispositif d'utilisation des véhicules de service dans les conditions décrites dans le tableau ci-annexé.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 12

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : WILLIAM COMBES

OBJET : CRÉATIONS D'EMPLOIS NON PERMANENTS POUR FAIRE FACE À DES BESOINS LIÉS À UN ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITÉ – EXERCICE 2025

Vu le Code général de la fonction publique et notamment son article L. 313-1 ;

Au cours de l'été 2025, et pour permettre la continuité du service public, la commune souhaite avoir recours à des recrutements sur des emplois non permanents pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité au sein du service de médiation.

En effet, les agents médiateurs de la ville assurent des missions de médiation sociale et culturelle de proximité qui sont essentielles pour l'amélioration et la préservation du cadre de vie. Leur plus-value réside dans leur proximité avec la population et notamment avec les personnes isolées. Ils participent ainsi au maintien du lien social, facilitent au quotidien le dialogue entre les services publics et les usagers et favorisent le dialogue intergénérationnel.

Ainsi, Monsieur le Maire souhaite renforcer l'équipe déjà existante de 4 agents de médiation par le recrutement de 2 saisonniers pour la période du 1^{er} juin au 30 septembre 2025. Ce renfort permettra de toucher les personnes les plus isolées par une démarche volontaire d'aller vers elles, notamment lors de périodes caniculaires, souvent difficiles pour les personnes plus âgées.

Ces emplois non permanents occupés par des agents contractuels recrutés par voie de contrat à durée déterminée représenteront au maximum 8 mensualités dans le grade d'adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C.

La rémunération des agents sera calculée par référence à l'indice du grade de recrutement de la grille de rémunération de la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

1/ D'autoriser pour l'année 2025, dans la limite des crédits prévus à cet effet, la création des emplois non permanents décrits ci-dessus

2/ De valider l'inscription au budget, au chapitre 012, des crédits nécessaires à ces recrutements

3/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 13

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : CULTURE ET PATRIMOINE

RAPPORTEUR : ALAIN-MARC GARCIA

OBJET : APPROBATION DE FRAIS DE DÉPLACEMENT DANS LE CADRE D'UN MANDAT SPÉCIAL

Vu les articles L. 2123-18 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 2023-101 du 27 juin 2023 portant désignation par le Conseil municipal de l' élu autorisé à organiser la restitution du tableau de la Nativité à la commune de Lézignan-Corbières ;

M. le Maire doit faire un déplacement hors du territoire communal afin de représenter la commune, accompagné par son Directeur de cabinet. Ces déplacements seront remboursés aux frais réels, par mandat spécial pour M. le Maire et par ordre de mission pour le Directeur de cabinet.

Ce déplacement a deux objectifs. D'une part aller chercher le tableau intitulé « La Nativité », œuvre du XVème siècle appartenant à la commune de Lézignan-Corbières, qui a été retrouvé par l'Office Central de la lutte contre le trafic des biens culturels. Cette œuvre doit être remise à M. le Maire, Gérard FORCADA, conformément à la délibération du 27 juin 2023. D'autre part, participer à une cérémonie de ravivage de « la flamme sous l'arc de triomphe » le 29 mai avec des élèves de l'Institut l'Amandier sous l'égide de l'Union Nationale des Combattants département de Paris.

M. le Maire doit donc se rendre à Paris du 28 au 30 mai prochains, ce pour quoi il est nécessaire de soumettre à l'approbation de l'assemblée délibérante le remboursement de ses frais de transport et de séjour, ainsi que le prévoient les dispositions de l'article L. 2123-18-1 du Code général des collectivités territoriales. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'accorder un mandat spécial à M. Gérard FORCADA, Maire de Lézignan-Corbières, pour se rendre à Paris du 28 au 30 mai prochains afin de représenter la commune lors de deux événements officiels.

2/ D'approuver le remboursement des frais engagés par M. FORCADA, Maire de Lézignan-Corbières, relatifs à son transport et à son séjour à Paris dans le cadre de ce mandat spécial, les frais de transport et de séjour (comprenant les frais d'hébergement et de restauration) étant remboursés selon la technique des frais réels.

3/ De dire que les dépenses relatives à ce mandat spécial seront imputées sur le budget principal 2025.

4/ D'autoriser le paiement aux frais réels des sommes engagées dans le cadre de l'ordre de mission délivré au Directeur de cabinet.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 14

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : CULTURE

RAPPORTEUR : SABRINA FITO

OBJET : Contrat de prêt de L'exposition de l'Office National des combattants et des victimes de guerre – Annexe

Dans le cadre de la politique de la ville, le parcours citoyen est un événement majeur afin de sensibiliser la population et particulièrement les élèves des écoles aux valeurs de la citoyenneté et de la République.

Le parcours citoyen a commencé le 23 avril et se terminera le 31 mai 2025.

Pour cette année, une exposition est proposée au Palais des fêtes, afin que les élèves et le grand public puissent découvrir les personnalités qui ont marqué l'histoire de la France. En effet, il est essentiel de contribuer à la connaissance de faits historiques entrant dans le cadre de la mission de mémoire pour célébrer le 80ème anniversaire de la libération de la France. La citoyenneté et les valeurs de la République doivent être accessibles sous diverses formes pour les différents publics.

L'exposition choisie est empruntée auprès de l'Office Nationale des Anciens Combattants et concerne un héros de légende : Philippe Leclerc de Hauteclouque (1902-1947).

L'exposition sera restituée au plus tard le lundi 2 juin 2025 à l'ONACVG à Carcassonne.

Il est donc proposé au conseil municipal :

1/ D'approuver la convention de prêt de l'ONACVG

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 15

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : CULTURE ET PATRIMOINE

RAPPORTEUR : SABRINA FITO

OBJET : CONTRAT DE PRÊT DE L'EXPOSITION « LAÏCITÉ » DE L'Union des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale de l'Aude – ANNEXE

Dans le cadre de la politique de la ville, le parcours citoyen est un événement majeur afin de sensibiliser la population et particulièrement les élèves des écoles aux valeurs de la citoyenneté et de la République.

Le parcours citoyen a commencé le 23 avril et se terminera le 31 mai 2025.

Pour cette année, une exposition est proposée et se tient au Palais des fêtes, afin que les élèves et le grand public puissent découvrir le thème de la laïcité. En effet, il est essentiel de contribuer à la connaissance des valeurs de la République et les grands moments de la citoyenneté entrant dans le cadre de la mission de mémoire. La citoyenneté et les valeurs de la République doivent être accessibles sous diverses formes pour les différents publics : associations locales, habitants de Lézignan-Corbières, établissements scolaires.

L'exposition choisie est empruntée à l'Union des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale de l'Aude (DDEN 11). Elle est composée de 10 panneaux sur la thématique de la laïcité. L'exposition sera restituée à la DDEN de l'Aude à la fin du mois de mai 2025. Il est donc proposé au conseil municipal :

1/ D'approuver la convention de prêt de l'Union des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale de l'Aude jointe à la présente délibération.

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 16

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THEME : GESTION DES SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : AVENANT N°2 AU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – ANNEXE

Vu le contrat de Délégation de Service Public d'adduction d'eau potable conclu entre la commune de Lézignan-Corbières et VÉOLIA EAU – COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX le 30 juin 2021,

Vu la délibération n°202-103 du 10 septembre 2024 portant adhésion au Syndicat mixte ouvert Réseau Solidarité Eau 11 « Réseau 11 »,

Vu l'arrêté préfectoral DLC-BCLIF-2024-008 du 26 décembre 2024 autorisant l'adhésion de la commune de Lézignan-Corbières au Syndicat « Réseau 11 »,

Par la délibération n° 2021-082 du 18 juin 2021, le Conseil municipal a approuvé la proposition de Monsieur le Maire de déléguer la gestion de la compétence « Eau potable » via un contrat de Délégation de Service Public (DSP) confié à la société VEOLIA. Il est rappelé que cette compétence peut elle-même être scindée en plusieurs compétences dont notamment :

- La protection des points de prélèvements
- La production comprenant le prélèvement de la ressource, et son traitement
- L'adduction comprenant le transport de la ressource et son stockage en vue de sa distribution
- La distribution

Par la délibération n° 2024-103 du 10 septembre 2024, le Conseil municipal a approuvé l'adhésion au Syndicat « RéSeau 11 » pour l'intégralité de ses compétences. Cette adhésion, autorisée par arrêté préfectoral DLC-BCLIF-2024-008 du 26 décembre 2024, a entraîné le transfert à RéSeau 11 des compétences « protection des points de prélèvements », et « production et adduction » incluses dans le contrat de DSP mentionné ci-dessus. Ainsi, il convient de modifier, par avenant, les termes du contrat qui devient dès lors tripartite, afin que RéSeau 11 se substitue à la commune en qualité d'autorité délégante pour les compétences exercées par ce Syndicat. Toutefois, le projet d'avenant précise que :

-Seule la commune percevra la contribution annuelle aux frais de contrôle du service délégué prévue à l'article 52 du contrat et versée par le délégataire

-Le fonds de développement durable instauré par l'avenant n° 1 reste du ressort exclusif de la commune
Il est proposé au Conseil Municipal :

1/ D'approuver l'avenant n°2 au contrat de délégation du service public d'adduction d'eau potable ci-annexé.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer cet avenant et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 17

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MAI 2025

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : AÉRODROME

RAPPORTEUR : GUY VIVES

OBJET : RÉSILIATION D'UN CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT EXCLUSIF DE PRODUITS D'AVIATION ET CESSION À LA COMMUNE D'UNE STATION AVGAS – ANNEXE

La commune de Lézignan-Corbières a conclu le 9 novembre 1990 avec la société BP France un contrat dit « Poste Acheteur Ferme » (PAF), et ce pour une durée initiale de 10 ans. Il a été reconduit par la suite par une reconduction annuelle tacite. Le 8 janvier 2021, la société BP France a fait part à la commune de son intention de mettre un terme au contrat PAF.

Dans le cadre de cette résiliation, il y a lieu de déterminer le sort réservé au matériel de la station AVGAS destiné à la délivrance du carburant lors de l'avitaillement des aéronefs ainsi que celui des deux cuves enterrées. La société BP France a proposé de céder à la commune de Lézignan-Corbières le présent matériel pour la somme d'un euro hors taxe.

Cette rupture conventionnelle et l'acquisition de la station AVGAS pour un euro va permettre à la commune de la remettre en état et de moderniser dans l'immédiat l'approvisionnement en carburant AVGAS et par la suite, de mettre à disposition des professionnels du carburant de type kérosène. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'autoriser M. le Maire à signer l'avenant à venir de résiliation d'un contrat d'approvisionnement exclusif de produits d'aviation avec la société BP France

2/ De signer le contrat de cession de matériel avec la société BP France qui est en cours de finalisation

3/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures destinées à mettre en œuvre la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 18

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

PÔLE : SERVICES TECHNIQUES

THÈME : ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

RAPPORTEUR : BÉRENGÈRE LÉCÉA

**OBJET : CONVENTION ANNUELLE DE SERVICE 2025 ENTRE LA COMMUNE ET L'ASA DU
PLÔ ET DE LA JOURRE – ANNEXE**

L'ASA du Plô et de la Jourre approvisionne en eau les jardins familiaux appartenant à la commune et situés au lieu-dit « Les Plô », à côté de l'ancienne station d'épuration, le long de la RD 6113.

Chaque année, une convention de service est signée entre la mairie et l'ASA afin d'une part de fixer les règles d'utilisation et les tarifs. Pour l'année 2025, la cotisation annuelle fixe sera de 150 € HT et le prix au m³ de 0,21 € HT. Il est donc demandé au conseil municipal :

1/ D'approuver le contenu de la convention annuelle de service pour 2025 jointe à la présente, ainsi que sur le tarif fixé par l'ASA.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente convention.

Il convient d'en délibérer.

TENEUR DES DISCUSSIONS

M. FORCADA : Messieurs-dames, bonsoir. Il est 18h.

FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

M. Michel MASUYER est désigné comme secrétaire de séance.

M. Michel MASUYER procède à l'appel des présents.

M. FORCADA : Le quorum est atteint. La séance est ouverte.

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 4 avril 2025

M. FORCADA : Premier dossier, c'est l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 4 avril 2025. Y a-t-il des remarques ? On passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité sans observation**

2 – Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 15 avril 2025

M. FORCADA : Deuxième dossier : l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 15 avril 2025. Pas de remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

3 – Liste des décisions prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

M. FORCADA : Dossier numéro 3 : la liste des décisions du maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal.

La première décision concerne la convention d'honoraires entre la commune de Lézignan-Corbières et Maître Jean-Marc FÉVRIER, relative à des conseils et un accompagnement juridique pour la gestion du camping municipal « La Pinède » avant l'établissement du contrat de délégation de service public réalisé aux mois de février à avril 2024 pour un montant de 1 322,50 € hors taxes. Il faut dire qu'il a mis beaucoup de temps à nous adresser la facture. Donc, c'est la première décision qui a été validée.

Ensuite, l'exercice du droit de préemption urbain sur la parcelle cadastrée AV 62 sise 63 avenue de l'égalité, d'une superficie de 2 941 m² afin de permettre à la commune de réaliser un aménagement cohérent et réglementaire, pour un montant de 30 000 €. L'acte authentique devra être établi dans un délai d'au plus tard quatre mois après la décision de préemption.

Ensuite, renouvellement de la mise à disposition des locaux de l'ancienne bibliothèque – c'est le renouvellement annuel – au bénéfice de la communauté de communes, dans le cadre d'un contrat qui va du 1^{er} septembre 2025 au 31 juillet 2026 pour un montant mensuel de 1 200 €, loyer inchangé.

Ensuite, le marché de travaux de réfection de la signalétique horizontale de la piste revêtue, des deux taxiways et du parking de la vigie aérodrome de Lézignan-Corbières à la société SIGNAUX GIROD SUD pour un montant de 57 144 € hors taxes et d'une durée d'une semaine. Cette entreprise a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

La suite : la convention d'honoraires entre la commune de Lézignan-Corbières et Maître Véronique GERMAIN-MOREL, relativement d'une part à des conseils et un accompagnement de nature juridique concernant les dispositions réglementaires du PLU pour des stationnements reliés à des constructions existantes, ainsi qu'à la présentation des documents composant le PLU sur le site Internet de la

commune. Le montant total de ces prestations s'élève à 1 600 € hors taxes, soit 1 920 € TTC. C'est donc la division de logements et bien sûr de création d'emplacements de stationnement.

Le marché aussi avec la société QUALIGRAF située 32 rue Brancion à Paris, relatif à la mise en place d'une solution numérique pour la gestion du Conseil municipal ; celle-ci a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse. Le marché est d'un montant de 6 075 € hors taxes pour les prestations de mise en œuvre du logiciel, un montant de 5 400 € hors taxes aussi pour les formations des utilisateurs et montant annuel de 5 920 € hors taxes pour la première année d'abonnement et les trois années suivantes en cas de reconduction du contrat, à compter de la date de notification. C'est donc le suivi des assemblées.

Ensuite, la convention de prestations de services entre la commune et la société « ICM Services » pour l'utilisation de la solution « Assistance, maintenance, hébergement sur le Libriciel Open Demandes » permettant la gestion des flux de courriers, pour un montant annuel de 1265 euros TTC, renouvelable trois fois, révisable à chaque échéance selon l'indice SYNTEC au mois d'octobre par le Ministère de l'Economie et des Finances. On modernise le système de réception du courrier et on l'informatise.

Marchés publics, pour le dernier point, passés avec l'entreprise CTL, située 6 Impasse Claudius Regaud à Lézignan-Corbières pour des travaux de charpente et couverture relatifs à l'aménagement de locaux pour la Police Municipale, pour un montant de 60 674,57 € HT (72 809,48 € TTC) et d'une durée d'un mois à compter du 06 mars 2025 ;

Également avec l'entreprise EURL FAUSTINO située 19 Boulevard Pasteur à Lézignan, pour la réhabilitation et la remise aux normes électriques du logement du stade de Gaujac pour un montant de 9 821,79 € HT (11 786,15 € TTC) et d'une durée à définir à compter du 24 mars 2025 ;

Et la dernière, c'est avec l'entreprise MATCOL, située 11 Avenue Maréchal Gallieni à Lézignan, relatif à l'acquisition d'un lave-vaisselle pour le restaurant scolaire pour un montant de 13 871,00 € HT (16 645,20 € TTC) et d'une durée d'une semaine à compter du 20 mars 2025.

Voilà pour les décisions du maire. Je vous demande d'en prendre acte.

Le Conseil municipal prend acte sans question ni observation

4 – Transfert de la compétence GEMAPI sur le fleuve Aude au SMMAR

M. FORCADA : Monsieur MASUYER, pour le dossier numéro 4 : le transfert de la compétence GEMAPI sur le fleuve Aude au SMMAR.

M. MASUYER : Transfert de la compétence GEMAPI sur le fleuve Aude au SMMAR.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-61 ;

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L. 211-7 ;

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2024-135 du 19 décembre 2024 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° DE_20258102 du 9 avril 2025 relative à l'exercice de la compétence GEMAPI sur le fleuve Aude ;

La compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) est une compétence obligatoire, depuis le 1^{er} janvier 2018, des EPCI-FP quelle que soit la nature juridique des cours d'eau (aussi bien les cours d'eau domaniaux que non domaniaux) ;

Cette compétence se décline en 4 missions inscrites à l'article L 211-7 du Code de l'environnement :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- la défense contre les inondations et contre la mer
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

La GEMAPI est une compétence technique pour les EPCI-FP qui recouvre des grandes finalités : la prévention/protection contre les inondations d'une part et la préservation des milieux aquatiques d'autre part. Par le transfert de la compétence GEMAPI mentionné dans les statuts des syndicats de rivières qui s'applique aux seuls cours d'eau non-domaniaux, l'exercice de ladite

compétence GEMAPI sur le fleuve Aude dans sa partie domaniale, concernée par le périmètre communautaire, relève de la responsabilité de la CCRLCM.

Autrement dit, la compétence GEMAPI sur le fleuve Aude n'ayant pas été transférée aux syndicats de rivières en raison de sa domanialité publique, est réputée être détenue par la CCRLCM.

L'expertise du SMMAR et la pertinence de son périmètre d'intervention garantissant une cohérence globale des actions, il semble opportun de solliciter l'adhésion à la carte au SMMAR pour la compétence « gestion de la partie domaniale du fleuve Aude » à compter du 1^{er} janvier 2026. Pour rappel, la procédure de transfert de la compétence adoptée par délibération le 29 septembre 2024, n'a pu être appliquée en l'absence de majorité requise au 1^{er} janvier 2025. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/D'autoriser la CCRLCM à solliciter l'adhésion à la carte pour la compétence optionnelle « gestion de la partie domaniale du fleuve Aude » au SMMAR à compter du 1^{er} janvier 2026

2/D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

3/De prendre acte du fait que dans un second temps, dès lors que le SMMAR se sera prononcé sur l'adhésion des EPCI-FP, sur l'institution de son fonctionnement à la carte, sur les procédures de transfert et de retrait des compétences optionnelles et sur l'inscription dans ses statuts de la compétence optionnelle « gestion de la partie domaniale du fleuve Aude », la CCRLCM pourra alors transférer, par une nouvelle délibération, cette compétence à la carte au SMMAR, selon la procédure déterminée par les statuts du syndicat.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Y a-t-il des questions ? Des remarques ? Donc, on passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

5 – Positionnement de la commune sur le transfert de la compétence « eau » au 1^{er} janvier 2026 à la CCRLCM

M. FORCADA : Dossier numéro 5 : positionnement de la commune sur le transfert de la compétence « eau » au 1^{er} janvier 2026 à la Communauté de communes de Lézignan-Corbières.

Vu la loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 visant à assouplir la gestion des compétences « eau et assainissement » ;

Vu l'article L. 5214-16 al. 6 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le courrier adressé par le Président de la CCRLCM au Maire de Lézignan-Corbières en date du 4 avril 2025 ;

L'obligation de transfert au 1^{er} janvier 2026 de la compétence « eau » aux communautés de communes prévue par la loi NOTRe du 7 août 2015 fait l'objet d'importantes modifications législatives. En effet, un projet de loi mettant fin à l'obligation de transfert de cette compétence « eau » au 1^{er} janvier 2026 vient d'être adopté par l'assemblée nationale le 13 mars 2025 et par le sénat le 1^{er} avril 2025. La loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau et assainissement » a été adoptée le 11 avril 2025 et promulguée le 12 avril 2025.

Dans ce cadre, il appartient maintenant à chacune des communes de décider si elle souhaite transférer la compétence « eau » à la Communauté de Communes Région Lézignanaise Corbières et Minervois au 1^{er} janvier 2026, ou bien si elle souhaite la conserver.

La CCRLCM demande un positionnement de principe des communes de son territoire impérativement afin d'être en mesure d'organiser ce service. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ De se prononcer sur le transfert de la compétence « eau » à la CCRLCM à partir du 1^{er} janvier 2026

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

Il convient d'en délibérer.

Y a-t-il des remarques ? Donc, je vais passer au vote. Pardon, Monsieur Freddy NOLOT.

M. NOLOT : Merci, Monsieur le Maire. Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints, Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux, chers collègues.

Le sujet de l'eau représente un enjeu fondamental dans les années à venir pour notre territoire et pour notre commune de Lézignan-Corbières en particulier. Le législateur a souhaité assouplir les modalités de transfert de compétences « eau et assainissement » pour les communes ne les ayant pas déjà transférées, ce qui laisse aujourd'hui le choix de ces transferts à la décision des conseils municipaux et c'est pourquoi nous en débattons.

Le transfert de compétences « eau et assainissement » à la communauté de communes constitue un levier stratégique majeur pour notre commune. En effet, notre commune ne dispose pas de schéma directeur d'eaux usées et d'eau potable datant de moins de dix ans, ce qui ne permet pas à la commune d'être éligible à des subventions de l'Agence de l'eau. Il est d'ailleurs bien dommageable que vous n'ayez pas anticipé la rédaction de ces nouveaux schémas. Vous aviez été d'ailleurs notifié d'une subvention de l'Agence de l'eau pour financer le nouveau schéma directeur de l'assainissement. Mais comme vous n'avez pas lancé dans les temps consacrés, vous avez perdu la subvention de l'Agence de l'eau. C'est regrettable.

En d'autres termes, l'Agence de l'eau ne financera pas les investissements que vous avez inscrits en 2025 sur le budget de l'eau pour près de 1,4 million d'euros et sur le budget de l'assainissement pour près de 500 000 €, soit au total 1,9 million d'euros, le tout sans possibilité d'obtenir des subventions de l'Agence de l'eau.

Transférer cette compétence à l'Intercommunalité qui a recruté un spécialiste de la matière permettrait de rédiger très rapidement ce schéma directeur, condition sine qua non pour obtenir les subventions de l'Agence de l'eau.

Le transfert de ces compétences à la communauté de communes présente des intérêts évidents à plusieurs niveaux : une vision commune des défis à surmonter, des économies d'échelle, des coûts, des études et des travaux associés à la mutualisation de moyens, ce qui doit être une priorité pour un gestionnaire d'argent public. Les simulations financières réalisées dans le cadre de l'étude du transfert de compétences montrent ainsi que, malgré les investissements réalisés, les surtaxes communales resteront globalement stables à long terme.

Meilleure gestion de la ressource en eau, qui est un bien collectif, l'eau est un bien commun. Le transfert de la production à Réseau11 au 1^{er} janvier 2025 va dans ce sens, mais il ne constitue que la première étape de la production et de la distribution, étant lié par un résultat commun, à savoir l'eau que nous avons au robinet.

La solidarité dans le territoire pour faire face aux enjeux de demain, notre territoire subit, depuis plusieurs années, un épisode de sécheresse qui fragilise nos ressources en eau. Une des premières réponses face à ces défis est la solidarité.

Je vous informe que nous voterons pour ce projet. Merci, Monsieur le Maire.

M. FORCADA : D'autres interventions ? Je vais passer au vote. Alors, je vais demander qui est pour le transfert ? Si vous voulez bien lever les mains, s'il vous plaît. Merci. Qui s'abstiennent ? Et je vais demander alors pour les autres, pour bien vérifier, qui est contre ? C'est bon ? Merci. Donc, c'est rejeté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Rejette à la majorité**

6 – Positionnement de la commune sur le transfert de la compétence « assainissement » au 1^{er} janvier 2026 à la CCRLCM

M. FORCADA : L'autre dossier suivant, c'est à l'identique puisque c'est pour l'assainissement, avec les mêmes attendus. Donc, si vous avez des interventions à faire pour l'assainissement, c'est le même sujet de toute façon.

Donc pour l'assainissement, je vais poser la question de la même façon. Qui est pour le transfert ? Merci. Qui s'abstiennent ? Qui est contre le transfert ? C'est bon ? Merci. C'est rejeté aussi.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Rejette à la majorité**

GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

7 – Convention de servitude de passage avec ENEDIS sur la parcelle cadastrée AL. 781 – Annexe

M. FORCADA : Monsieur Guy VIVES pour le dossier numéro 7 : convention de servitude.

M. VIVES : Convention de servitude de passage avec ENEDIS sur la parcelle cadastrée AL 781. Vous êtes en possession d'une annexe.

Vu les articles L. 2122-4, L. 2131-1 et L. 2132-2 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article 639 du Code civil ;

Vu les articles R. 323-1 à D. 323-16 du Code de l'énergie ;

Dans le cadre du raccordement du futur cabinet médical intercommunal situé sur le Boulevard Émile Roux à Lézignan-Corbières, ÉNÉDIS a besoin d'obtenir une autorisation de passage sous le chemin d'accès constitué par la parcelle communale cadastrée section AL 781.

ÉNÉDIS projette d'y établir à demeure dans une bande de 1 m de large, une canalisation souterraine ainsi que ses accessoires sur toute la longueur du chemin.

Pour ce faire, il est nécessaire de signer une convention de servitude autorisant ÉNÉDIS à réaliser cette opération. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la convention de servitudes annexée à la présente délibération.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de servitudes annexée à la présente délibération et à prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

M. FORCADA : Merci. Des remarques, observations ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

DÉVELOPPEMENT ET ACTION SOCIALE

8 – Approbation de la convention d'adhésion à la plateforme « La CTG dans ma poche » entre la commune et la CAF de l'Aude – Annexe

M. FORCADA : Madame Christine BÉNET pour le dossier numéro 8.

Mme BÉNET : Bonsoir à toutes et bonsoir à tous. Donc approbation de la convention d'adhésion à la plateforme « La CTG dans ma poche » entre la commune et la CAF de l'Aude. Donc, je vous fais grâce des vus.

La Convention Territoriale Globale (CTG) a progressivement remplacé les Contrats enfance jeunesse, et consiste à mettre les ressources de la CAF, financières et d'ingénierie, au service d'un projet de territoire pour délivrer une offre de services complète, innovante et de qualité à l'attention des familles. Cette convention couvre tous les champs d'intervention de la CAF et notamment la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, la parentalité, l'animation de la vie sociale, l'accès aux droits, au logement, la prise en compte des besoins des personnes en situation de handicap.

L'objet du projet de convention ci-annexé est relatif aux modalités d'adhésion de la commune à la plateforme « La CTG dans ma poche » accessible sur le site Internet suivant : <https://ctg.caf.fr> ainsi qu'à

l'ouverture des accès à cette plateforme pour les agents de la commune concernés par les services de la CAF de l'Aude.

Cette plateforme a été créée par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales afin de faciliter la gestion de la CTG et du Schéma Départemental des Services aux Familles (SDSF), lequel est un document stratégique et de prospective ayant pour objet d'évaluer l'offre et les besoins territoriaux en matière de services aux familles et définir un plan d'action au niveau départemental.

Cette plateforme permet de renforcer la coordination et la transversalité des actions en faveur des familles.

Afin de pouvoir utiliser cette plateforme, la commune doit adhérer aux obligations mentionnées dans le projet de convention annexé à la présente.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver l'adhésion de la commune à la plateforme « La CTG dans ma poche » pour une durée de douze mois à compter de la signature de la convention

2/ D'autoriser M. le Maire à signer la convention d'adhésion à cette plateforme et à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération, notamment à désigner les personnes autorisées à utiliser la plateforme

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Y a-t-il des remarques ? Observations ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

ÉDUCATION, ANIMATION ET JEUNESSE

9 – Convention ENT-ÉCOLES année scolaire 2025-2026 – Annexe

M. FORCADA : Monsieur CAUMEIL Thierry pour le dossier 9 : convention avec les écoles.

M. CAUMEIL : Bonsoir messieurs, bonsoir mesdames. Donc convention entre les écoles, année scolaire 2025-2026. Vous avez des annexes.

Un Espace Numérique de Travail (E.N.T.) désigne un ensemble intégré de services numériques choisis et mis à disposition des acteurs de la communauté éducative d'une ou plusieurs écoles ou d'un ou plusieurs établissements scolaires.

Cet espace a été mis en place en 2021 pour l'enseignement du 1^{er} degré afin d'offrir aux directeurs, enseignants et parents, un accès simple dédié et sécurisé aux outils et contenus dont ils ont besoin. Les usagers bénéficient d'un accès authentifié et de services spécifiques selon leur profils (espaces d'échanges, cahier de textes virtuel, suivi individuel des élèves, conférence audio et visio...).

Le financement de l'ENT-école est assuré par l'académie de Montpellier et une participation municipale de 40 € TTC par école et par an est demandée, soit un montant annuel de 160 € TTC pour les quatre écoles.

Cette application est déjà utilisée par les écoles publiques de Lézignan-Corbières, et depuis la crise sanitaire, le contexte impose à tous de développer l'utilisation pédagogique de nouveaux outils numériques.

L'offre de services développée par l'Éducation Nationale via ENT-école est satisfaisante et peu coûteuse. L'utilisation de cet environnement numérique de travail par le personnel des écoles publiques et les parents d'élèves, nécessite la conclusion d'une convention entre la commune et l'académie de Montpellier. Il est proposé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la convention de partenariat pour la mise à disposition d'un E.N.T. entre la commune et l'académie de Montpellier pour l'année scolaire 2025-2026 annexée à la présente délibération.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative à ce dossier ainsi que toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.
Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des remarques et des observations ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

FINANCES

10 – Annulation des décisions modificatives N° 2 et N° 3 du budget principal 2024

M. FORCADA : Dossier numéro 10 : l'annulation des décisions modificatives numéro 2 et 3 du budget principal 2024.

Je vous informe qu'afin de répondre à l'interrogation soulevée par la non-prise en compte de certaines décisions budgétaires modificatives et dans un souci de parfaite information, à titre liminaire, il convient de rappeler l'ensemble des faits qui ont conduit à cette situation. Suite à cet exposé, une proposition de délibération directement concertée et en parfaite collaboration avec Monsieur le Chef du Service Comptable du SGC de Narbonne visant à solutionner cette question vous sera soumise.

S'agissant du budget primitif 2024 (principal et annexes eau et assainissement), rappelons qu'il a été adopté par délibération n° 2024-052 du 11 avril 2024.

Des modifications budgétaires nous ont conduits à proposer les DM n° 1 des budgets annexes eau potable (délibération n° 2024-068 du 28 mai 2024) et assainissement (délibération n° 2024-069 du 28 mai 2024), ainsi que la DM n° 1 du budget principal (délibération n° 2024-097 du 10 septembre 2024) et la DM n° 2 du budget assainissement (délibération n° 2024-098 du 10 septembre 2024).

Ces délibérations ont été transmises et intégrées par le SGC Narbonne.

Par la suite, les DM n° 2 (délibération n° 2024-119 du 22 octobre 2024) et n° 3 (délibération n° 2025-08 du 20 janvier 2025) du budget principal, bien que transmises au SGC Narbonne selon la procédure habituelle, n'ont pas été traitées et intégrées aux écritures comptables 2024 en raison d'un dysfonctionnement au niveau du traitement des flux PES.

Ce non-traitement, constaté lors du rapprochement des écritures, a fait l'objet de sollicitations auprès du support technique de notre fournisseur de logiciel CIRIL et d'une assistance informelle auprès d'une autre collectivité, sans résolution.

Après concertation avec les services du SGC Narbonne et le Conseiller aux Décideurs Locaux, une vérification a permis de s'assurer que les engagements et l'exécution budgétaire pouvaient être honorés en l'absence de l'intégration des DM n° 2 et n° 3.

Notons que la non-prise en compte de ces délibérations n'a pas fait obstacle à l'édition du compte de gestion et du compte administratif 2024 du budget principal. Ces documents étaient conformes, identiques et convergents en tous points.

Ainsi, dans une démarche concertée, collaborative et transparente, le Chef du Service Comptable du SGC de Narbonne et les services de la ville vous proposent la délibération suivante.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1612-2, L. 2312-1 et L. 2131-6,

Vu la délibération n° 2024-119 portant décision modificative n° 2 adoptée le 22 octobre 2024 relative au budget primitif de l'exercice 2024,

Vu la délibération n° 2025-08 portant décision modificative n° 3 adoptée le 20 janvier 2025 relative au budget primitif de l'exercice 2024,

Considérant qu'il convient d'annuler ces décisions modificatives en raison d'une absence de nécessité, Considérant que, malgré plusieurs tentatives et avec le soutien de notre éditeur de logiciel CIRIL, ces délibérations n'ont pas pu être transmise au Service de Gestion Comptable (SGC) de Narbonne, Considérant que le SGC n'a pas été en mesure de réceptionner ces décisions modificatives par le protocole d'échange standard (PES)

Considérant que, même à titre exceptionnel, une procédure manuelle – avec un envoi de la délibération par simple courriel, pour enregistrement n’a pas été acceptée par le SGC de Narbonne,
Considérant que, ces décisions modificatives techniques ne produisaient aucune conséquence ni sur les résultats cumulés de l’exercice, ni sur les restes à réaliser reportés en dépenses ou en recettes ou sur des autorisations d’engagement.

Considérant que ces décisions modificatives n’ont pas produit d’effets irréversibles et peuvent légalement faire l’objet d’une annulation. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D’annuler la décision modificative n° 2 du 22 octobre 2024 relative au budget primitif de l’exercice 2024.

2/ D’annuler la décision modificative n° 3 du 20 janvier 2025 relative au budget primitif de l’exercice 2024.

3/ D’autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération co-élaborée par le SGC de Narbonne et les services municipaux.

Il convient d’en délibérer.

Si on formalise cette décision politique correspondant à l’accord technique qui était intervenu entre la trésorerie et le service des finances... Monsieur DENARD, la parole.

M. DENARD : Bonsoir mesdames, bonsoir messieurs, chers collègues.

Par courrier du 7 avril 2025, notre groupe « Expérience et progrès pour Lézignan » vous a saisi sur la non-application des délibérations qui portaient sur les décisions modificatives budgétaires numéros 2 et 3 du budget principal. Nous vous rappelions à cet effet votre obligation, en tant qu’ordonnateur, de faire stricte application des délibérations conformément à la loi.

Aujourd’hui, nous constatons que notre action a porté ses fruits puisque vous portez à l’ordre du jour de ce Conseil municipal une proposition d’annulation de ces deux délibérations. Au préalable, vous nous informez que vous nous confirmez que ce projet de délibération, je cite, « est directement concerté, en parfaite collaboration avec le comptable public, qu’après concertation avec le comptable public et le conseiller aux décideurs locaux, une vérification a permis de s’assurer que les engagements et l’exécution budgétaire pouvaient être honorés en l’absence des intégrations des DM numéros 2 et 3 », que ces décisions modificatives techniques ne produisaient aucune conséquence, ni sur les résultats cumulés de l’exercice 2024, ni sur les restes à réaliser reportés en dépenses ou en recettes ou sur des autorisations d’engagement.

Cependant, Monsieur le Maire, avant de passer au vote et pour la clarté et la transparence de l’action municipale, nous avons besoin d’éclairage sur ce projet de délibération qui nous interpelle sur plusieurs points.

La DM n° 2 porte notamment sur une augmentation d’autorisations de crédits en dépense sur les dotations aux amortissements, c’est le compte 6811. Ce compte a fait l’objet initialement au budget d’une autorisation de dépense de 446 000 €. Nous avons voté par la délibération n° 2 une augmentation de dépenses de +60 000 €, portant ainsi la dépense maximale autorisée sur ce compte à 506 000 €. Au compte administratif 2024, nous constatons que les dépenses effectuées toujours sur le compte 6811 se sont élevées à 477 109,02 €.

Mais, Monsieur le Maire, s’il n’est pas fait application de la décision modificative n° 2, alors il y a un problème qui apparaît puisque dans ce cas, vous dépasseriez les crédits de dépenses autorisées par le Conseil. Dépenses autorisées : 446 000 €, dépenses effectuées au compte administratif : 477 109,02 €, soit un dépassement non autorisé par la loi de 31 109,02 €. Ça c’est pour la DM n° 2.

Quant à la DM n° 3, qui porte notamment sur une augmentation d’autorisation de crédit en dépense pour reverser la taxe d’aménagement de la communauté de communes, compte 10 226, cela nous amène à vous questionner. Pourquoi nous avoir proposé une décision modificative n° 3 pour vous autoriser notamment à reverser la taxe d’aménagement à la communauté s’il n’y en a pas besoin ?

Par conséquent, nous nous devons de nous poser directement la question au titre de la sincérité du compte administratif 2024. Êtes-vous réellement à jour des reversements de cette taxe à la Communauté de communes pour l’exercice comptable 2024 ?

Dernier point : vous demandez au Conseil municipal d’annuler les délibérations, ce qui n’est pas une de ses prérogatives réglementaires. En effet, comme nous avons eu déjà l’occasion de le dire ici même à l’occasion du compte administratif 2024, seul le juge administratif peut annuler cette délibération au-

delà des délais de recours. Nous vous demandons, avant la présentation de ce projet au vote du Conseil municipal, de modifier la formulation juridique qui n'est pas conforme au droit en remplaçant le terme « annuler » par « abroger ».

Ces annulations posent la question de la confiance que l'on peut accorder à ces délibérations. Cela confirme tout simplement le caractère insincère de ce budget pour lequel nous avons saisi les autorités compétentes. Je vous remercie.

M. FORCADA : Ce n'est pas tout à fait comme ça, mais bon, ce n'est pas grave. Vous faites une interprétation qui n'est pas la bonne, mais je pense que le locuteur n'est pas le créateur de la note. Donc, je ne vous en demanderai pas plus, à vous.

M. DENARD : Mais moi, j'ai le document là. Ce n'est pas une question de locution, c'est une question d'insincérité.

M. FORCADA : Je vous remercie. Je vais vous donner lecture de l'attestation émise par la Direction générale des finances publiques en date du 23 avril 2025. Cette attestation indique :

« S'agissant des comptes de résultat de l'exercice 2024 du budget principal, j'atteste que les divers montants du compte de gestion et du compte administratif sont totalement identiques et conformes à ma comptabilité » – donc il y a tous les éléments en chiffres que je ne vous énumère pas, ils sont assez longs. *« S'agissant des restes à réaliser 2024 reportés en 2025 sur la section d'investissement du budget principal, les chiffres sont conformes à l'état visé de l'ordonnateur et communiqué avant le vote du budget principal 2025.*

S'agissant de la délibération de l'affectation du résultat 2024 en 2025 du budget principal (2025-030 du 4 avril 2025), celle-ci est conforme aux résultats arrêtés 2024 et à la couverture des besoins de financement qui apparaît dans la délibération d'approbation du compte administratif 2024.

S'agissant enfin de l'exécution budgétaire 2024, en ce qu'elle porte pour le comptable public sur l'absence de dépassements entre les prévisions budgétaires en dépenses et les dépenses effectivement mandatées, aucun dépassement 2024 n'apparaît sur mon application comptable » (avec copie de l'écran qu'il mentionne).

Signé à Narbonne le 23 avril 2025, le chef du centre de gestion comptable, Monsieur SUBIAS.

Il n'y a pas d'autres remarques ? Donc, je passe au vote. Qui est contre ? Merci. Qui s'abstient ? Trois. Parfait, c'est adopté. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

11 – Affectation annuelle des véhicules pour utilité de service

M. FORCADA : Le dossier 11 : l'affectation annuelle des véhicules pour utilité de service.

Vu la loi 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 34,

Vu l'article L. 2123-18-1-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés,

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et modalités de règlements des frais occasionnés par les personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la circulaire DAGEMO/BCG n° 97-4 du 5 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,

Vu la circulaire n° 200509433 du ministre du Budget du 1^{er} juin 2007 relative aux avantages en nature. Régime social et fiscal applicable et obligations déclaratives correspondantes,

L'article L. 2123-18-1-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que selon des conditions fixées par une délibération annuelle, le Conseil municipal peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la commune lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie. Il est proposé au conseil municipal :

1/ D'approuver le dispositif d'utilisation des véhicules de service dans les conditions décrites dans le tableau ci-annexé.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer. Le micro pour Monsieur FUMET, s'il vous plaît.

M. FUMET : Messieurs-dames, bonjour. Monsieur le Maire, avant de se prononcer sur la délibération que vous nous présentez ce jour, nous avons plusieurs interrogations. Au préalable, nous avons bien noté votre réponse consignée dans le PV de la séance du 4 avril 2025, par laquelle vous nous avez indiqué lors du vote du DOB que concernant les avantages en nature, la loi est respectée et que pour les véhicules de service, la réglementation est également appliquée.

Cette année, vous présentez au conseil municipal une délibération qui définit les affectations des véhicules de fonction et de service de la collectivité avec remisage ou non à domicile. Cette liste est différente de celle de 2024. Nous souhaitons donc avoir des éclairages sur les points suivants :

Nous constatons que l'agent affecté au service informatique bénéficie d'une utilisation privative d'un véhicule de service avec remisage permanent à domicile. S'agit-il d'une erreur de rédaction dans la délibération ? En effet, selon l'article L. 2123-18-1-1 du CGCT et comme vu sur l'article dédié sur le site d'Anticor, l'utilisation privative d'un véhicule de service est prohibée, car s'apparente à un véhicule de fonction dont seul le DGS dans notre commune peut bénéficier.

Nous constatons également qu'en 2025, le directeur général adjoint et le directeur des services techniques ne bénéficient plus d'une autorisation permanente de remisage à domicile d'un véhicule de service. Or, du fait de l'importance des fonctions exercées par ces deux hauts fonctionnaires qui pourraient être mobilisés, notamment lors de graves incidents type inondations, voire incendies, ne pensez-vous pas judicieux qu'ils puissent avoir une autorisation permanente de remisage à domicile d'un véhicule de service ?

À contrario, nous constatons que l'adjoint au DST et la responsable des bâtiments bénéficient d'un remisage permanent à domicile de leur véhicule de service. Le profil de leur emploi est cependant bien différent de celui du DST et du DGA. Comment justifiez-vous cette situation ? Merci.

M. FORCADA : La réponse est simple : les véhicules sont utilisés tout à fait conformément et pour ceux qui ne souhaitent pas le conserver, comme vous l'avez cité pour deux cadres, c'est un choix qui leur est personnel. Donc, je ne vois pas pourquoi je leur imposerais ce qu'ils ne veulent pas. Donc là, c'est très simple.

Pour le reste, c'est fiscalisé. Et oui, ce sont des avantages en nature. Les avantages en nature sont fiscalisés. Donc sur leur feuille de paie, ils ont les montants qui sont adéquats pour ce genre de prestation, donc en toute transparence vis-à-vis du budget et de la fiscalité, etc. Et les autres, pour d'autres qui éventuellement verraient leur régime modifié ou qu'ils souhaiteraient le voir modifié, la fiscalisation des véhicules s'impose. C'est tout. Donc, ça rentre dans le cadre légal.

La précision : nous avons une délibération, nous n'avons pas encore voté. Donc tant que ce n'est pas voté, ce n'est pas appliqué, ça le sera après le vote.

M. FUMET : J'informe que nous nous abstiendrons.

M. FORCADA : Je vais passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci, adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

RESSOURCES HUMAINES

12 – Création d’emplois non permanents pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d’activité – Exercice 2025

M. FORCADA : William COMBES pour le dossier numéro 12.

M. COMBES : Bonsoir. Création d’emplois non permanents pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d’activité – Exercice 2025.

Vu le Code général de la fonction publique et notamment son article L. 313-1 ;

Au cours de l’été 2025, et pour permettre la continuité du service public, la commune souhaite avoir recours à des recrutements sur des emplois non permanents pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d’activité au sein du service de médiation.

En effet, les agents médiateurs de la ville assurent des missions de médiation sociale et culturelle de proximité qui sont essentielles pour l’amélioration et la préservation du cadre de vie. Leur plus-value réside dans leur proximité avec la population et notamment avec les personnes isolées. Ils participent ainsi au maintien du lien social, facilitent au quotidien le dialogue entre les services publics et les usagers et favorisent le dialogue intergénérationnel.

Ainsi, Monsieur le Maire souhaite renforcer l’équipe déjà existante de 4 agents de médiation par le recrutement de 2 saisonniers pour la période du 1^{er} juin au 30 septembre 2025. Ce renfort permettra de toucher les personnes les plus isolées par une démarche volontaire d’aller vers elles, notamment lors de périodes caniculaires, souvent difficiles pour les personnes plus âgées.

Ces emplois non permanents occupés par des agents contractuels recrutés par voie de contrat à durée déterminée représenteront au maximum 8 mensualités dans le grade d’adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C.

La rémunération des agents sera calculée par référence à l’indice du grade de recrutement de la grille de rémunération de la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

1/ D’autoriser pour l’année 2025, dans la limite des crédits prévus à cet effet, la création des emplois non permanents décrits ci-dessus

2/ De valider l’inscription au budget, au chapitre 012, des crédits nécessaires à ces recrutements

3/ D’autoriser M. le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

M. FORCADA : Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adopté à l’unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l’unanimité**

CULTURE ET PATRIMOINE

13 – Approbation de frais de déplacement dans le cadre d’un mandat spécial

M. FORCADA : Alain-Marc GARCIA pour le dossier numéro 13.

M. GARCIA : Merci, Monsieur le Maire. Approbation des frais de déplacement dans le cadre d’un mandat spécial.

Vu la délibération n° 2023-101 du 27 juin 2023 portant désignation par le Conseil municipal de l’ élu autorisé à organiser la restitution du tableau de la Nativité à la commune de Léznigan-Corbières ;

Monsieur le Maire doit faire un déplacement hors du territoire communal afin de représenter la commune, accompagné par son Directeur de cabinet. Ces déplacements seront remboursés aux frais réels, par mandat spécial pour Monsieur le Maire et par ordre de mission pour le Directeur de cabinet.

Ce déplacement a deux objectifs. D'une part aller chercher le tableau intitulé « La Nativité », œuvre du XVème siècle appartenant à la commune de Lézignan-Corbières, qui a été retrouvé par l'Office Central de la lutte contre le trafic des biens culturels. Cette œuvre doit être remise à Monsieur le Maire, Gérard FORCADA, conformément à la délibération du 27 juin 2023. D'autre part, participer à une cérémonie de ravivage de « la flamme sous l'arc de triomphe » le 29 mai avec des élèves de l'Institut l'Amandier sous l'égide de l'Union Nationale des Combattants département de Paris.

Monsieur le Maire doit donc se rendre à Paris du 28 au 30 mai prochains, ce pour quoi il est nécessaire de soumettre à l'approbation de l'assemblée délibérante le remboursement de ses frais de transport et de séjour, ainsi que le prévoient les dispositions de l'article L. 2123-18-1 du Code général des collectivités territoriales. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'accorder un mandat spécial à M. Gérard FORCADA, Maire de Lézignan-Corbières, pour se rendre à Paris du 28 au 30 mai prochains afin de représenter la commune lors de deux événements officiels.

2/ D'approuver le remboursement des frais engagés par M. FORCADA, Maire de Lézignan-Corbières, relatifs à son transport et à son séjour à Paris dans le cadre de ce mandat spécial, les frais de transport et de séjour (comprenant les frais d'hébergement et de restauration) étant remboursés selon la technique des frais réels.

3/ De dire que les dépenses relatives à ce mandat spécial seront imputées sur le budget principal 2025.

4/ D'autoriser le paiement aux frais réels des sommes engagées dans le cadre de l'ordre de mission délivré au Directeur de cabinet.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des remarques et observations ? On passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

14 – Contrat de prêt de l'exposition de l'Office National des Combattants et des Victimes de Guerre – Annexe

M. FORCADA : Sabrina FITO, sujet suivant.

Mme FITO : Contrat de prêt de l'exposition de l'Office National des Combattants et des Victimes de Guerre.

Dans le cadre de la politique de la ville, le parcours citoyen est un événement majeur afin de sensibiliser la population et particulièrement les élèves des écoles aux valeurs de la citoyenneté et de la République. Le parcours citoyen a commencé le 23 avril et se terminera le 31 mai 2025.

Pour cette année, une exposition est proposée au Palais des fêtes, afin que les élèves et le grand public puissent découvrir les personnalités qui ont marqué l'histoire de la France. En effet, il est essentiel de contribuer à la connaissance de faits historiques entrant dans le cadre de la mission de mémoire pour célébrer le 80^{ème} anniversaire de la libération de la France. La citoyenneté et les valeurs de la République doivent être accessibles sous diverses formes pour les différents publics.

L'exposition choisie est empruntée auprès de l'Office Nationale des Anciens Combattants et concerne un héros de légende : Philippe LECLERC DE HAUTECLOCQUE (1902-1947).

L'exposition sera restituée au plus tard le lundi 2 juin 2025 à l'ONACVG à Carcassonne. Il est donc proposé au conseil municipal :

1/D'approuver la convention de prêt de l'ONACVG

2/D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

15 – Contrat de prêt de l'exposition « Laïcité » de l'Union des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale de l'Aude – Annexe

M. FORCADA : Numéro 15.

Mme FITO : Contrat de prêt de l'exposition « Laïcité » de l'Union des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale de l'Aude.

Dans le cadre de la politique de la ville, le parcours citoyen est un événement majeur afin de sensibiliser la population et particulièrement les élèves des écoles aux valeurs de la citoyenneté et de la République.

Le parcours citoyen a commencé le 23 avril et se terminera le 31 mai 2025.

Pour cette année, une exposition est proposée et se tient au Palais des fêtes, afin que les élèves et le grand public puissent découvrir le thème de la laïcité. En effet, il est essentiel de contribuer à la connaissance des valeurs de la République et les grands moments de la citoyenneté entrant dans le cadre de la mission de mémoire. La citoyenneté et les valeurs de la République doivent être accessibles sous diverses formes pour les différents publics : associations locales, habitants de Lézignan-Corbières, établissements scolaires.

L'exposition choisie est empruntée à l'Union des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale de l'Aude (DDEN 11). Elle est composée de 10 panneaux sur la thématique de la laïcité. L'exposition sera restituée à la DDEN de l'Aude à la fin du mois de mai 2025. Il est donc proposé au conseil municipal :

1/D'approuver la convention de prêt de l'Union des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale de l'Aude jointe à la présente délibération.

2/D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

GESTION DES SERVICES PUBLICS

16 – Avenant N° 2 au contrat de délégation de service public – Annexe

M. FORCADA : Michel MASUYER pour le numéro 16.

M. MASUYER : Avenant N° 2 au contrat de délégation de service public.

Vu le contrat de Délégation de Service Public d'adduction d'eau potable conclu entre la commune de Lézignan-Corbières et VÉOLIA EAU – COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX le 30 juin 2021,

Vu la délibération n° 202-103 du 10 septembre 2024 portant adhésion au Syndicat mixte ouvert Réseau Solidarité Eau 11 « RéSeau 11 »,

Vu l'arrêté préfectoral DLC-BCLIF-2024-008 du 26 décembre 2024 autorisant l'adhésion de la commune de Lézignan-Corbières au Syndicat « RéSeau 11 »,

Par la délibération n° 2021-082 du 18 juin 2021, le Conseil municipal a approuvé la proposition de Monsieur le Maire de déléguer la gestion de la compétence « Eau potable » via un contrat de Délégation

de Service Public (DSP) confié à la société VEOLIA. Il est rappelé que cette compétence peut elle-même être scindée en plusieurs compétences dont notamment :

- La protection des points de prélèvements
- La production comprenant le prélèvement de la ressource, et son traitement
- L’adduction comprenant le transport de la ressource et son stockage en vue de sa distribution
- La distribution

Par la délibération n° 2024-103 du 10 septembre 2024, le Conseil municipal a approuvé l’adhésion au Syndicat « RéSeau 11 » pour l’intégralité de ses compétences. Cette adhésion, autorisée par arrêté préfectoral DLC-BCLIF-2024-008 du 26 décembre 2024, a entraîné le transfert à RéSeau 11 des compétences « protection des points de prélèvements », et « production et adduction » incluses dans le contrat de DSP mentionné ci-dessus. Ainsi, il convient de modifier, par avenant, les termes du contrat qui devient dès lors tripartite, afin que RéSeau 11 se substitue à la commune en qualité d’autorité délégante pour les compétences exercées par ce Syndicat. Toutefois, le projet d’avenant précise que :

- Seule la commune percevra la contribution annuelle aux frais de contrôle du service délégué prévue à l’article 52 du contrat et versée par le délégataire
 - Le fonds de développement durable instauré par l’avenant n° 1 reste du ressort exclusif de la commune
- Il est proposé au Conseil Municipal :

1/D’approuver l’avenant n° 2 au contrat de délégation du service public d’adduction d’eau potable ci-annexé.

2/D’autoriser Monsieur le Maire à signer cet avenant et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Il convient d’en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des questions ? On passe au vote. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adopté à l’unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l’unanimité**

AÉRODROME

17 – Résiliation d’un contrat d’approvisionnement exclusif de produits d’aviation et cession à la commune d’une station AVGAS – Annexe

M. FORCADA : Guy VIVES.

M. VIVES : Résiliation d’un contrat d’approvisionnement exclusif de produits d’aviation et cession à la commune d’une station AVGAS.

La commune de Lézignan-Corbières a conclu le 9 novembre 1990 avec la société BP France un contrat dit « Poste Acheteur Ferme » (PAF), et ce pour une durée initiale de 10 ans. Il a été reconduit par la suite par une reconduction annuelle tacite. Le 8 janvier 2021, la société BP France a fait part à la commune de son intention de mettre un terme au contrat PAF.

Dans le cadre de cette résiliation, il y a lieu de déterminer le sort réservé au matériel de la station AVGAS destiné à la délivrance du carburant lors de l’avitaillement des aéronefs ainsi que celui des deux cuves enterrées. La société BP France a proposé de céder à la commune de Lézignan-Corbières le présent matériel pour la somme d’un euro hors taxes.

Cette rupture conventionnelle et l’acquisition de la station AVGAS pour un euro va permettre à la commune de la remettre en état et de moderniser dans l’immédiat l’approvisionnement en carburant AVGAS et par la suite, de mettre à disposition des professionnels du carburant de type kérosène.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D’autoriser M. le Maire à signer l’avenant à venir de résiliation d’un contrat d’approvisionnement exclusif de produits d’aviation avec la société BP France

2/ De signer le contrat de cession de matériel avec la société BP France qui est en cours de finalisation

3/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures destinées à mettre en œuvre la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

18 – Convention annuelle de service 2025 entre la commune et l'ASA du Plô et de la Jourre – Annexe

M. FORCADA : Bérengère LÉCÉA.

Mme LÉCÉA : Bonsoir. La délibération porte sur la convention annuelle de service 2025 entre la commune et l'ASA du Plô et de la Jourre.

L'ASA du Plô et de la Jourre approvisionne en eau les jardins familiaux appartenant à la commune et situés au lieu-dit « Les Plô », à côté de l'ancienne station d'épuration, le long de la RD 6113.

Chaque année, une convention de service est signée entre la mairie et l'ASA afin d'une part de fixer les règles d'utilisation et les tarifs. Pour l'année 2025, la cotisation annuelle fixe sera de 150 € HT et le prix au m³ de 0,21 € HT. Il est donc demandé au conseil municipal :

1/D'approuver le contenu de la convention annuelle de service pour 2025 jointe à la présente, ainsi que sur le tarif fixé par l'ASA.

2/D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente convention.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des questions ? L'augmentation est de 0,02 €. Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

M. FORCADA : Et c'est la dernière décision, je lève la séance. Bonne soirée à tous et merci pour votre participation.

Monsieur le Maire lève la séance à 19 h 15 minutes.

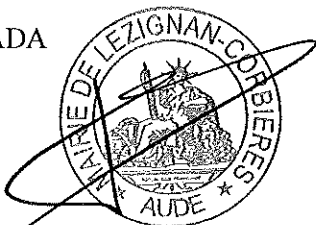
**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité sans question ni observation**

Procès-verbal établi et clos le 19 juin 2025

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance,
Sylvie DANRÉ

